



OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GÉOPOLITIQUE

LA TURQUIE VUE DU MONDE ARABE : ENTRE ATTRACTION ET MEFIANCE

20 NOVEMBRE 2012, PARIS

AUTOUR DE

HICHAM MOURAD

*Rédacteur en chef d'Al-Ahram Hebdo,
Professeur de sciences politiques à l'université du Caire*

ANIMÉ PAR

DIDIER BILLION

Directeur adjoint de l'IRIS

Compte-rendu du séminaire organisé avec le soutien de la Délégation aux affaires stratégiques
du ministère de la Défense dans le cadre de l'Observatoire de la Turquie.

Ce texte est reproduit avec l'aimable autorisation de la DAS.



LA QUESTION KURDE AUJOURD’HUI ET LES EVOLUTIONS POLITIQUES INTERIEURES EN TURQUIE

Compte-rendu du séminaire organisé le 20 novembre 2012 à Paris

AUTOUR DE

Hicham MOURAD / Rédacteur en chef d’Al-Ahram Hebdo, Professeur de sciences politiques à l’Université du Caire

ANIME PAR

Didier BILLION / Directeur adjoint de l’IRIS

PROPOS LIMINAIRES - *Didier Billion*

Les observateurs occidentaux ont beaucoup de difficultés à appréhender et à comprendre l’onde de choc qui parcourt le monde arabe depuis maintenant presque deux ans. Les titres de la presse depuis le début de ces événements ont vu se succéder un grand nombre d’expressions et de métaphores censées illustrer des théories qui sont en réalité assez fumeuses. Aucune d’entre elles n’est parvenue à prendre en compte ni à expliquer la situation dans sa complexité. Certains observateurs et analystes ont ainsi pu parler dès le mois de janvier 2011 de la théorie des « dominos » pour décrire une situation dans laquelle la chute d’un régime en place sous la pression des soulèvements populaires allait entraîner par contagion régionale la chute de celui d’un Etat voisin, etc. A cette théorie a succédé le terme générique désormais bien connu de « printemps arabe », qui a lui-même fait place aux « révolutions arabes ». Enfin, le paysage politique qui semble émerger depuis quelques mois a été désigné par certains comme un « hiver islamiste ».

Ces métaphores saisonnières ne parviennent jamais à rendre compte du noyau dur des faits et de la réalité des événements. Nous n’avons pas de grille d’analyse opérante pour lire et comprendre ces processus révolutionnaires, puisque par définition, dans un tel processus, tout est à faire, tout est à inventer. Il nous faut donc travailler et penser ces réalités diverses pour forger les outils qui nous permettront ensuite de les expliquer.

L’objet de la présente session de l’Observatoire de la Turquie est d’examiner les relations entre la Turquie et le monde arabe, en tant que celui-ci est traversé par des forces et dynamiques politiques complexes. Comment la Turquie se positionne-t-elle par rapport à cette vaste onde de choc qui a traversé – et traverse – le monde arabe, et comment celui-ci perçoit-il un pays musulman dans lequel les institutions sont laïques ?

Pour répondre à ces questions, un certain nombre d'idées et d'expressions toutes faites à propos de la Turquie doivent elles aussi être explicitées et corrigées, car elles ne rendent ni correctement ni précisément compte de la réalité. Certaines sont mêmes tout à fait fausses : la prétendue prise de distance de la Turquie vis-à-vis des Etats-Unis et de l'Occident par exemple. Ankara et Washington ne se distancient absolument pas. Tout au contraire, leurs points de vue convergents sur un certain nombre de dossiers, la Syrie en est un très bon exemple. Les initiatives américaines et turques sont complémentaires et elles ont peu ou prou les mêmes objectifs et les mêmes buts. Il n'y a donc pas d'éloignement diplomatique entre les Etats-Unis et la Turquie.

De même, le terme de « néo-ottomanisme », s'il est agréable à l'oreille, n'explique finalement pas grand-chose. La première raison du caractère inopérant de cette expression est la profonde différence qui existe entre l'Empire ottoman et la République de Turquie, que l'on se place aux plans politique, religieux, géographique, démographique, etc.

Enfin, l'attrait qu'exercerait le *modèle turc* sur les pays arabes est à nuancer fortement. En effet, comment une situation si différente de celles que connaissent ces pays pourrait-elle leur servir de *modèle* ? La Turquie connaît la pratique de l'état de droit depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale : elle a expérimenté le pluralisme politique, la liberté d'expression. Les évolutions que connaissent les pays arabes sont pour leur part beaucoup plus récentes : la pratique et le temps manquent à ceux qui se retrouvent en situation de présider aux destinées de ces Etats.

Pour traiter ce sujet, Hicham Mourad, rédacteur en chef du magazine *Al-Ahram Hebdo* et universitaire cairote nous fait l'honneur et l'amitié de se joindre aux travaux de notre observatoire et de partager ses réflexions sur le sujet. En tant que puissance régionale incontournable, le point de vue de l'Egypte est essentiel à étudier. Sa situation géographique centrale, son histoire, sa démographie sont autant de paramètres qui lui permettent de jouer un rôle majeur auprès de ses voisins, dans tout le monde arabe et le Moyen-Orient. Les bouleversements qu'elle a connus depuis 2011 sont assez représentatifs de ceux qu'a connus le « monde arabe » sur la même période.

INTERVENTION - Hicham Mourad

Pour traiter convenablement ce sujet, il convient de distinguer deux niveaux d'analyse des points de vue et des perceptions. Le premier est celui des opinions publiques, le second, celui des élites gouvernantes, politiques et économiques.

La Turquie vue par les populations arabes

Pour commencer, il faut rappeler très clairement que la Turquie a toujours été, depuis la révolution kémaliste de 1923, très mal perçue par les opinions publiques dans le monde arabe. En effet, la Turquie était considérée comme un pays ayant trahi le monde arabe, tourné vers l'Occident, ayant instauré la laïcité, aboli le califat, adopté l'alphabet latin, supprimé la référence à l'islam comme religion officielle dans la Constitution, etc.

Depuis une dizaine d'années, cette perception ancienne et profondément ancrée, a totalement changé. Cette évolution est concomitante à l'arrivée au pouvoir du Parti pour la Justice et le Développement (AKP), celui de l'actuel Premier ministre, Recep Tayyip Erdoğan. Ankara a alors entamé une réorientation en direction du monde arabe. Ce rapprochement correspond, en tout cas du point de vue de la chronologie des événements, à la situation de blocage que connaissent les négociations en vue de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Le ministre des Affaires étrangères, Ahmet Davutoğlu, a défini les doctrines de la « profondeur stratégique » et du « zéro problème avec les voisins » pour qualifier une politique extérieure visant à construire ou maintenir de bonnes relations avec les Etats voisins, tout en développant et en affermissant la présence régionale de la Turquie. Cette stratégie s'applique principalement au monde arabe, et porte ses fruits : la Turquie connaît une popularité très importante dans les opinions publiques des pays arabes.

Pour autant, le fameux « modèle turc » ne peut pas être invoqué sans réserve. Bien entendu, les bons résultats enregistrés par la Turquie, dans les domaines politique, économique, diplomatique et culturel, sont à même de susciter une relative admiration, qui peut expliquer un certain mimétisme, ou en tout cas des décisions et des orientations visant à se rapprocher du « modèle ». Ainsi l'Egypte, la Tunisie, voire la Libye, et peut-être, dans quelques temps, la Syrie, pourraient chercher à prendre exemple sur la Turquie pour tenter d'accéder aux mêmes succès. Ceux-ci sont avérés et relativement visibles.

Economiquement, la Turquie bénéficie d'une situation enviable. Son produit intérieur brut est le 15^e mondial (1288 milliards de dollars en PPA en 2011, 8,5% de croissance annuelle en 2010) La dette publique est contenue à 50% du PIB, le déficit courant s'élevant à moins de 1% du PIB. Ces quelques indicateurs macroéconomiques suffisent à prouver la solidité de l'économie turque, même si l'on pourrait les nuancer (taux de chômage, inflation, etc.)

Sur le plan politique, la Turquie a réussi une synthèse originale, permettant la coexistence pacifique de l'islam politique, que représente aujourd'hui l'AKP, et de la démocratie libérale laïque. Même si cette solution ne paraît pas pouvoir être mise en œuvre en Egypte ou en Tunisie par exemple, elle a le mérite d'exercer sinon un attrait, du moins un intérêt certain pour les opinions publiques de ces pays. La stabilité politique que connaît la Turquie, le bon fonctionnement de ses institutions sont à porter au crédit de cette spécificité.

La diplomatie turque, dirigée par Ahmet Davutoğlu, a enregistré quant à elle quelques beaux succès depuis plusieurs années. Ainsi, Ankara a condamné l'opération « Plomb Durci » menée par Israël dans la bande de Gaza en décembre 2008–janvier 2009. Au Forum économique mondial de Davos, R. T. Erdoğan a claqué la porte de la réunion sur Gaza, empêché par le modérateur de répondre au plaidoyer de Shimon Peres en faveur de l'offensive de Tsahal : « *Je ne pense pas que je reviendrai à Davos* ». La crise de la « flottille de la liberté », et notamment l'arraisonnement du *Mavi Marmara* par des commandos israéliens, qui a coûté la vie à 10 militants turcs, a contribué à détériorer encore les relations diplomatiques entre les deux Etats. Cette nouvelle donne diplomatique a également contribué à l'amélioration globale de l'image de la Turquie dans les opinions publiques arabes. Le rôle et la personnalité de R. T. Erdoğan dans ce processus doit aussi être souligné. La médiation turque en Syrie et en Palestine bénéficie d'une visibilité importante, notamment dans le monde arabe. La médiation proposée avec le Brésil pour le dossier iranien, même si elle fut bloquée par les Etats-Unis, fut également remarquée. Cet activisme diplomatique, s'il n'est pas toujours couronné de succès, est à porter au crédit des dirigeants turcs, qui peuvent s'en prévaloir pour garantir leur bonne volonté et leur capacité à agir efficacement et avec une certaine autorité dans la région, ce qui correspond aussi à la doctrine de la « profondeur stratégique ».

Enfin, le quatrième point sur lequel la Turquie enregistre des succès visibles et importants est celui du soft power. L'art et la culture turcs, dont les fameux *soap-opera*, sont diffusés dans les pays arabes, et sont très massivement suivis : près de 80 millions de téléspectateurs, soit le double de l'audience de la très populaire Al Jazeera. Cette diffusion permet de créer les conditions d'une proximité, d'une familiarité entre la Turquie et le monde arabe, qui participe graduellement, mais efficacement, à l'amélioration des représentations que se font de la Turquie les populations des pays arabes. La proximité entre l'Egypte et la Turquie peut se mesurer entre autres par le nombre de touristes qui voyagent d'un pays à l'autre : sur l'année 2011, le nombre de touristes égyptiens qui ont choisi la Turquie a augmenté de 400%. Un signe de plus de l'attractivité culturelle dont elle bénéficie.

Pour autant, tous ces éléments ne doivent pas faire oublier que cette réputation globalement bonne est également floue et imprécise. Les opinions publiques ne connaissent pas bien les institutions ni le régime turc. Elles ne comprennent pas bien le fonctionnement de la laïcité telle qu'elle est pratiquée en Turquie. Elles préfèrent considérer l'identité islamique de la Turquie – et l'idée qu'elles s'en font – plutôt que son caractère démocratique et libéral.

La Turquie vue par les élites

Du point de vue des élites, la situation est différente. En Egypte, en Tunisie, au Yémen, en Libye, ces élites, qui sont en train d'émerger, sont des élites islamistes. Pour elles, la Turquie ne saurait constituer un modèle exempt de défauts. Si le système économique mis en place leur paraît acceptable, voire adaptable à leurs Etats, la conciliation de l'islam politique et de la démocratie libérale laïque leur est inconcevable.

On pourrait penser que les subtilités des institutions turques soient davantage connues par les élites gouvernantes que par les opinions publiques. Or il apparaît au contraire à la lumière des événements récents que ce n'est pas tout à fait exact. Ainsi, lorsque R. T. Erdoğan se rend au Caire, en septembre 2011, il est tout d'abord accueilli par une foule nombreuse à sa descente d'avion. Au terme de sa visite, il est prononce le mot « laïcité » au cours d'une interview télévisée. *« A présent, pour l'Egypte de la période transitoire et post-transitoire, je suis convaincu que ce sujet sera évalué de manière sérieuse. Et en ce qui concerne la démocratie et le parcours démocratique surtout, on verra que l'Etat laïc ne propage pas l'irréligieux, la laïcité étant le respect de toutes les religions et la garantie pour chacun de vivre librement sa religion. [...] Ceux qui auront à préparer la Constitution en Egypte devront dire que l'Etat respecte toutes les communautés religieuses et se tient à égale distance de ces communautés »*. La réaction est immédiate, il est hué et conspué par les Frères musulmans qui l'avaient initialement accueilli avec bienveillance et enthousiasme. Erdoğan a été accusé d'ingérence : sa légitimité pour interférer sur les processus politiques en cours devenait soudainement très discutable.

On touche ici aux limites du « modèle turc » : il est en effet indiscutablement une *source d'inspiration* pour les pays arabes, mais chacune des élites gouvernantes en place ou en voie d'installation au pouvoir décidera quels éléments sont à prendre selon ce qu'elle juge bon et pertinent pour son pays et sa population, au regard de son histoire propre, de sa culture, de ses coutumes, etc. Quoi qu'il en soit, aucun de ces pays n'adoptera jamais la totalité du modèle. Historiquement, l'expérience kémaliste vécue par la Turquie n'a pas d'équivalent dans le monde arabe, à part peut-être, par certains aspects, la Tunisie de Bourguiba. La Constitution en cours d'élaboration dans ce pays en serait d'ailleurs le signe, par l'absence, entre autres, du terme « *charia* ».

L'Union européenne a fortement influencé la Turquie sur de nombreux domaines : la question kurde, les droits de l'Homme, la démocratie, etc. L'union douanière entre l'UE et la Turquie (accord du 6 mars 1995, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1996, actualisé en 2005 suite à l'élargissement de 2004), a apporté à la Turquie une prospérité économique indéniable, qui renforce mécaniquement les liens de proximité entre l'Union Européenne et la Turquie, davantage qu'avec le monde arabe. Celui-ci en effet continue à entretenir des doutes et des suspicions vis-à-vis de la Turquie.

Les puissances régionales déploient des politiques extérieures relativement actives, visant à défendre leurs intérêts nationaux. Elles voient d'un mauvais œil l'activisme de la Turquie dans la région. La doctrine du « *zéro problème avec les voisins* » d'A. Davutoğlu a été efficace un temps, mais n'a pas empêché la dégradation des relations avec des Etats voisins, comme la **Syrie** par exemple, avec laquelle la situation est celle d'une guerre larvée. La doctrine de bon voisinage échoue également en Irak, notamment en raison de la question kurde. Pour le Premier ministre irakien, la Turquie est devenue un « *Etat hostile* ».

Avec l'**Egypte**, les relations, par rapport à l'ère Moubarak, s'améliorent. En 2010, l'Egypte a voté contre l'élargissement de la Ligue des Etats arabes à la Turquie. Mais les relations entre les deux pays dépendent plus – à court terme – de leurs intérêts réciproques que de posture idéologiques rigides. Les aides financières accordées à l'Egypte par la Turquie lui sont indispensables pour améliorer la situation de son économie : en septembre 2012, elle a ainsi reçu 2 milliards de dollars d'aides de la part de la Turquie. Dans la séquence actuelle, la politique étrangère de l'Egypte est secondaire par rapport à ses difficultés internes. A moyen-long terme, les relations turco-égyptiennes pourraient à nouveau se détériorer si la croissance revenait en Egypte et que la situation intérieure s'améliorait, permettant au gouvernement de se concentrer d'avantage sur les affaires étrangères, ce qui se traduirait par une présence et une activité accrue de l'Egypte dans la région. Des tensions avec la Turquie ne manqueraient dès lors pas de se faire jour.

Les relations avec l'**Arabie Saoudite** sont également dictées par la défense des intérêts nationaux turcs : la coopération entre Riyad et Ankara est motivée par la nécessité de traiter les dossiers syrien et iranien, dans lesquels les intérêts et les vues des deux capitales convergent suffisamment. La politique extérieure de la Turquie s'établit au cas par cas, selon les intérêts en jeu.

En conclusion, les intérêts à court-terme sont souvent les facteurs les plus explicatifs des évolutions des positions diplomatiques et stratégiques de la Turquie. Les grandes orientations politiques, les doctrines générales sont modifiées et adaptées aux situations particulières, au cas par cas.

DEBATS

L'OPPOSITION SUNNITES / CHIITES

La distinction entre sunnites et chiites a du sens, elle correspond à un état de fait, mais on lui accorde trop d'importance. Il est évident que des solidarités existent à l'intérieur des deux communautés, solidarités qui peuvent être transnationales : Iran, Irak, Bahreïn d'une part, la grande majorité des pays arabes de l'autre. Les minorités bénéficient du soutien plus ou

moins actif des pays dans lesquels leur confession est majoritaire. Ces solidarités et ces soutiens complexifient les relations et les influences en place dans la région, mais elles ne doivent pas être considérées comme le facteur explicatif principal des événements au Moyen-Orient. L'existence de ces deux groupes identitaires joue un rôle explicatif des rapports de force et des tensions, mais elle n'est pas déterminante. Les intérêts matériels et financiers sont bien plus importants et permettent d'expliquer davantage les phénomènes sociaux en cours. Ainsi, l'Égypte détermine et conduit sa politique étrangère en fonction des avantages économiques qu'elle peut obtenir (prêts, aides, traités de coopération, etc.) bien davantage qu'en fonction de ces affinités politico-religieuses.

LE DOSSIER SYRIEN

Sur la Syrie, l'Égypte a une position intéressante. Elle est moins active que l'Arabie Saoudite, le Qatar et la Turquie. Elle n'est pas contre le *principe* des actions menées par ces pays en Syrie, mais elle ne se sent pas autant concernée au premier chef, malgré l'importance des enjeux et des tensions liées à ce conflit. Les Frères Musulmans égyptiens souhaitent que leurs homologues syriens puissent un jour accéder au pouvoir. Ils s'inquiètent de voir que des islamistes radicaux soient en situation de prendre plus d'importance et peser davantage dans les instances représentatives de l'insurrection. Pour autant, ils sont relativement impuissants à influencer sur le cours des événements. Dans l'ensemble, l'Égypte fait preuve d'une relative forme d'inertie. La situation en Syrie n'est pas pour elle une priorité, du moins tant que sa situation intérieure est telle qu'elle ne lui permet pas de disposer d'assez de ressources pour agir avec efficacité tout en assurant aux Égyptiens un niveau de vie et de revenus suffisant.

En septembre 2012, M. Morsi a montré sa volonté de créer un Quartet avec la Turquie, l'Arabie Saoudite et l'Iran, dans l'idée d'écarter du règlement de la crise les puissances autres que régionales. Mais cette initiative était principalement symbolique : les puissances régionales devaient se montrer unies pour régler une crise qui les concerne de l'intérieur. Néanmoins, M. Morsi a fermement pris position contre le régime de Bachar El Assad. Ce soutien aux rebelles et au CNS s'explique notamment par le fait que le président égyptien doit son pouvoir à un soulèvement populaire comparable à celui qui a débuté en Syrie en 2011, à ceci près que l'un a réussi à renverser le régime en place, et que l'autre n'a pas encore réussi à le faire, et qu'il subit depuis plus d'un an la répression orchestrée par ce régime. Cette première explication n'est pas la seule. En effet, il existe aussi une solidarité transnationale entre les Frères musulmans. Or en Syrie, ils sont la composante la plus nombreuse et la mieux organisée dans l'opposition. Si le régime d'Assad tombe, ils devraient en toute logique obtenir un certain nombre de postes et de responsabilités au sein du nouveau pouvoir. Des tensions éventuelles ou des rivalités pourraient alors se faire jour

entre les Frères musulmans égyptiens et syriens, mais pour l’heure, la priorité est donnée à la solidarité et à l’entraide entre les différentes branches.

L’initiative de M. Morsi pour la Syrie était vouée à l’échec – d’où sa dimension principalement symbolique. En effet, l’idée était de permettre à l’Iran de sortir de son isolement diplomatique en lâchant Assad. Mais l’Arabie Saoudite refuse ce marché, car elle soutient la rébellion syrienne dans le seul but de faire tomber le régime Assad, soutien de l’Iran, pour fragiliser cette dernière. Les motivations et les logiques de l’Arabie Saoudite et de l’Egypte ne sont pas du tout les mêmes, ce qui ne peut que faire échouer l’initiative du président égyptien. De même, l’Arabie Saoudite n’entretient des relations cordiales avec la Turquie que pour faire obstacle à l’Iran. L’Egypte quant à elle, cherche avant tout une aide financière. Elle est prête à s’allier avec la Turquie, à lui offrir des possibilités d’investissements sur son territoire, pour obtenir un soutien économique. La rivalité régionale entre les deux puissances viendra ensuite, à moyen-long terme mais pour l’heure, l’Egypte cherche avant tout des partenaires économiques et commerciaux.

LE « MODELE TURC »

75% de la population des pays arabes admirent ou du moins regardent avec bienveillance le modèle turc, 25% le rejettent, en raison de sa trop grande tolérance à l’égard des minorités religieuses (cf. discours d’Erdoğan au Caire en septembre 2011). Ce rejet provient donc en partie d’une mauvaise compréhension du fonctionnement d’un régime laïc, dans un pays où l’immense majorité de la population est musulmane.

Les islamistes qui accèdent au pouvoir dans les pays arabes avaient une profonde méconnaissance des institutions turques. La visite d’Erdoğan a permis de clarifier certaines choses, de faire tomber certaines illusions. Des délégations ont été envoyées en Turquie pour voir et rendre compte de la réalité de la pratique du pouvoir par l’AKP dans le cadre d’institutions républicaines laïques. Désormais ces partis connaissent le fonctionnement du régime turc, et ils sont prêts à s’inspirer de certains aspects de ce « modèle », malgré le refus de la laïcité exprimé par leurs populations. La dichotomie entre Etat et société civile ne leur est pas concevable. La laïcité fait l’objet d’un rejet complet par les opinions publiques arabes. Pour elles, la laïcité est comprise comme une négation du fait religieux, donc une sorte d’athéisme, ce qu’elle n’est évidemment pas mais qui montre bien néanmoins comme est long et difficile le chemin qui reste à parcourir en Egypte et dans les autres pays du monde arabe sur ce sujet.

Peut-on considérer, au regard des récentes évolutions politiques du régime turc, que l’on se dirige vers la fin du kémalisme ? On observe certes un certain virage depuis 10 ans, dans les orientations décidées par l’AKP, mais on ne peut pas faire une croix si rapidement sur 90 ans

de kéralisme. Les idées et les thèses soutenues par M. Kemal ont profondément et durablement marqué la Turquie. A court et moyen terme, le kéralisme n'est pas mort. Une volonté politique, aussi forte et assumée soit-elle, ne peut pas passer outre les résiliences structurelles provenant de l'opinion publique. La politique ne peut pas effacer la réalité.

Enfin, concernant la personnalité du premier ministre turc, R. T. Erdoğan, il est évident qu'elle joue un rôle important dans sa manière d'exercer le pouvoir et de conduire la politique du gouvernement. Son charisme est indéniable ; cela profite à la popularité du « modèle » mais ne suffit pas à l'expliquer. Cette popularité est due à bien d'autres facteurs qu'au charisme de celui qui l'incarne actuellement.

RÔLE ET POIDS DE L'ARMÉE EN EGYPTE

Légitimité démocratique en Turquie, soutien de l'armée en Egypte

R. T. Erdoğan utilise son pouvoir pour réduire les prérogatives et les ambitions de l'armée. Il a une légitimité et une autorité suffisantes pour le faire. En démocratie, le politique n'a pas de comptes à rendre à l'armée. Il lui donne ses ordres, il lui attribue un budget, il la dirige. Une démocratie effective permet au gouvernement d'avoir un tel pouvoir sur les détenteurs objectifs de la force. L'Etat a le monopole de la violence légitime qu'il exerce par l'intermédiaire de l'armée. Celle-ci n'est donc qu'un instrument au service de l'Etat. En Egypte, le gouvernement n'est pas assez solide ni assez légitime pour donner des directives aux forces armées, ni même pour se passer de recourir à elles pour se maintenir et conserver son autorité sur la population. Ainsi, l'une des premières décisions de M. Morsi fut d'augmenter le salaire des militaires.

L'armée égyptienne, principal soutien du pouvoir

Le poids des entreprises liées à la défense nationale est un vaste sujet, qui est loin d'être réglé. En effet il est très difficile d'obtenir des chiffres précis et fiables dans un ensemble relativement opaque, mais on peut estimer que ces entreprises réalisent 25% du PIB égyptien. Les Frères musulmans ont peu de marge de manœuvre pour briser ces monopoles historiques. En effet, l'armée a toujours été l'ossature, la colonne vertébrale du régime depuis 1952. Les Frères musulmans ont écarté ceux qui étaient trop liés à l'ancien régime, trop compromis par leurs activités et leurs responsabilités passées. La plupart de ceux qui continuent à en exercer aujourd'hui sont fidèles au nouveau régime issu du soulèvement populaire, mais le système reste quasi-identique à ce qu'il était sous Moubarak. Le nouveau régime, encore faible et fragile, a conservé les privilèges établis. Quelle que soit l'influence exercée par la Turquie comme « modèle » sur l'Egypte et sur son présent gouvernement, les militaires seront protégés.

Le nouveau pouvoir n'a pas encore assez d'assise et d'autorité pour remettre en cause les avantages acquis par certains groupes au cours du passé, car il ne peut se passer de leur soutien (les événements postérieurs au colloque ont confirmé l'analyse de M. Hicham Mourad, ndlr). Le président Morsi est très contesté, il ne peut pas se couper du soutien de l'armée. Les militaires cherchent quant à eux à préserver leurs intérêts. A court terme, les intérêts des deux parties convergent, mais cela ne résout rien. Le budget de l'armée est intouchable, il est attribué dans une opacité totale. Aucun audit financier n'est réalisé. Le Conseil de Défense nationale est chargée de l'attribution du budget. Il est composé de 15 personnes, dont 8 militaires. Les délibérations ont lieu à huis clos. Ce dossier-là est trop sensible pour être ouvert pour l'instant par le nouveau gouvernement. Récemment un journaliste a ainsi été écarté par sa rédaction du jour au lendemain pour avoir écrit un article sur le dossier militaire. Le message est clair : il n'est pas question – pour l'instant – de toucher à cette institution.

Les Frères musulmans et l'institution militaire

Les Frères musulmans peuvent-ils infiltrer l'armée égyptienne au point de pouvoir la contrôler et de l'utiliser au service de leurs intérêts ?

Il faut tout d'abord rappeler qu'ils n'ont pas les moyens humains d'une telle opération d'envergure. De plus, l'armée opposerait une résistance bien trop forte. Les règles d'avancement et de promotion dans l'institution militaire sont assez strictes, il convient de ne pas les outrepasser. Les personnels favorables aux Frères musulmans doivent prendre des responsabilités plus importantes de manière progressive et mesurée, en respectant les grilles d'évaluation normales. Cette méthode doit aussi s'appliquer à la haute fonction publique, qui est peu ou prou régie par des règles comparables.

LES RELATIONS DE LA TURQUIE AVEC SES VOISINS : ZERO PROBLEME ?

Les relations turco – israéliennes

La réactivation des relations Israël – Turquie n'est pas impossible en théorie. Les Etats-Unis soutiennent le renforcement des relations entre leurs deux alliés. La Turquie a cependant posé trois conditions préalables à tout rapprochement, après les incidents et les différends qu'ont connus les deux Etats récemment.

- a. Excuses officielles de l'Etat hébreu
- b. Indemnisation pour les victimes turques de l'arraisonnement de la flottille humanitaire par Tsahal.
- c. Levée du blocus de Gaza

Les conditions étant très exigeantes, Ankara est dans une situation difficile : il faut à la fois réactiver des relations diplomatiques fortement refroidies par les récents développements du conflit israélo-palestinien, sans pour autant donner l'impression de se renier ou de perdre la face en reculant sur les conditions posées. Or ces conditions ne sont pas réalisables, en l'état actuel des choses. L'opération s'avère donc sinon compromise, du moins extrêmement compliquée.

Relations et équilibres économiques entre l'Égypte et la Turquie

L'offensive économique turque en Égypte ne va pas sans poser problème. En effet, les 27 accords de coopération signés le dimanche 18 novembre 2012 dans des secteurs d'activité divers et variés n'ont pas été précédés ni même accompagnés d'une réelle concertation avec les acteurs et les décideurs économiques. Pour cette raison, il pourrait y avoir des conséquences négatives sur le marché de l'emploi en Égypte à moyen terme. Ils peuvent toutefois être modifiés à la marge pour limiter leurs effets pervers sur les équilibres précaires de l'économie égyptienne en fragile reconstruction.

La Turquie vue par le monde arabe : proximité avec l'Occident et période ottomane

Concernant la proximité entre la Turquie et le monde occidental, elle ne pose pas de problèmes en soi. Le monde arabe ne lui en tient pas rigueur : les négociations pour son adhésion à l'UE semblent bien loin d'aboutir. Serait-elle actée, le monde arabe ne verrait pas d'un mauvais œil la Turquie rejoindre l'Union. L'Égypte est également très proche des États-Unis, qui viennent de lui accorder une aide de 1,5 milliard de dollars, sans que cela ne pose problème aux opinions publiques arabes. Il faut aussi rappeler que l'Arabie Saoudite est un allié solide des États-Unis, etc. En résumé, c'est plutôt la laïcité turque qui pose problème, plutôt que la proximité d'Ankara avec les capitales américaine et européennes.

La période ottomane est en revanche très mal vue par le monde arabe. Les programmes scolaires sont très critiques vis-à-vis de cette période qui s'étend sur quatre siècles, jusqu'en 1923 avec la révolution kémaliste et l'abolition du califat (3 mars 1924). Sur ce sujet, élites et opinions publiques partagent le même avis très défavorable.

L'euro-méditerranée,

La question de l'euro-méditerranée est importante. En effet le monde arabe accepte la coopération, les accords, les aides éventuelles en provenance de l'Union Européenne, mais il refuse l'ingérence, quelle qu'elle soit. De plus, il refuse que l'on intègre Israël dans ce vaste ensemble, car cela reviendrait selon eux à obtenir de fait la normalisation des relations avec l'État hébreu sans que ce dernier n'ait évolué sur le dossier palestinien, ce qui n'est pas envisageable. Ce point fait donc l'objet d'un refus massif et non négociable de la part des

pays arabes. La position de la Turquie, à cet égard est encore plus compliquée : elle est proche de l'Union Européenne, et souhaite aller vers davantage de coopération, mais ses relations avec Israël sont tendues, ce qui peut entraver le processus d'intégration économique de l'espace méditerranéen. ■

LA TURQUIE VUE DU MONDE ARABE : ENTRE ATTRACTION ET MEFIANCE

Compte-rendu du séminaire organisé le 20 novembre 2012 à Paris, avec le soutien de la Délégation aux affaires stratégiques du ministère de la Défense dans le cadre de l'Observatoire de la Turquie.

AUTOUR DE

Hicham MOURAD / Rédacteur en chef d'Al-Ahram Hebdo, Professeur de sciences politiques à l'Université du Caire

ANIME PAR

Didier BILLION / Directeur adjoint de l'IRIS

Présentation de Hicham MOURAD, Rédacteur en chef de l'Al-Ahram Hebdo, Professeur de sciences politiques à l'université du Caire

Diplômé de la faculté d'économie et de sciences politiques de l'université du Caire en 1984, il a obtenu en 1993 un doctorat en sciences politiques de l'université de Paris I (Panthéon-Sorbonne) en soutenant une thèse sur la politique étrangère de l'Égypte dans les années 1980.

Il enseigne depuis 1995 au Département de sciences politiques de l'université du Caire, et a collaboré avec divers centres de recherches, dont celui des études politiques et stratégiques d'Al-Ahram (Le Caire). Il enseigne également à l'Institut d'études diplomatiques, dépendant du ministère égyptien des Affaires étrangères.

Il mène parallèlement depuis 1985 une carrière de journaliste. Il fut notamment correspondant à Paris de plusieurs journaux et revues arabes.

Il est depuis mi-2010 le rédacteur en chef du journal égyptien en langue française, Al-Ahram Hebdo, édité par la Fondation Al-Ahram.

Il a enfin publié plusieurs études et analyses en arabe et en français sur la situation politique interne de l'Égypte et sa politique étrangère ainsi que sur les questions arabes et internationales.

Nous remercions la DAS pour son aimable autorisation de reproduire ce texte.

OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GEOPOLITIQUE / JANVIER 2013

© IRIS

TOUS DROITS RÉSERVÉS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

F. + 33 (0) 1 53 27 60 70

contact@iris-france.org

www.iris-france.org

www.affaires-strategiques.info